

s'il est permanent, doit porter, à mon sens, le caractère d'universalité, c'est-à-dire qu'il doit être, si je puis parler ainsi, démocratique—internationalement démocratique. Je veux dire que ce remède doit être acceptable pour toutes et pour chacune des nations, que toutes et chacune puissent en faire graduellement l'application, tout en tenant compte, naturellement, des modifications rendues nécessaires ou utiles par des intérêts et des conditions d'ordre local. Le mal n'est pas simplement domestique ou national, il est universel. Il faut que les remèdes soient appliqués à chaque domaine national puis transportés le plus tôt possible dans le domaine international, dans la mesure du possible. Toutes les nations contemporaines, individuellement et collectivement, portent la responsabilité de la crise actuelle. L'univers est très malade dans le triple ordre économique, social et politique. Sa convalescence, pour être totale, exigera un traitement prolongé, radical et soutenu.

La science moderne, avec ses découvertes et ses applications, supprimant presque le temps et la distance, a rapproché de beaucoup les peuples de la terre les uns des autres, a rendu leurs relations bien plus étroites, bien plus fréquentes et bien plus dépendantes les unes des autres, a resserré les liens qui les unissent et accru leur solidarité. L'expansion excessivement rapide des progrès mécaniques a changé radicalement toutes les activités industrielles relativement à la production, au transport et à la distribution. Il serait tout à fait inutile d'essayer d'entraver cette marche du progrès, ce serait même folie. C'est la coordination, la réglementation, le rajustement, nationaux et internationaux, conçus et accomplis librement, qui ramèneront la confiance réciproque et soulageront l'univers de la crise qu'il traverse.

Il faut trouver d'autres débouchés, de nouvelles méthodes, et s'en servir. Les coutumes et les moyens qui ont suffi aux exigences et aux nécessités de la civilisation moderne jusqu'au terme du dernier siècle, doivent faire place à des moyens d'actions plus nouveaux, plus effectifs et d'une portée plus générale. De nouveaux idéals doivent remplacer les anciens. Les nations de notre civilisation se voient obligées, presque en une nuit, de changer d'attitude, de modifier leurs relations réciproques, et de s'adapter aux connaissances nouvelles et aux nouveaux procédés que l'on a trouvés.

La pratique, trop généralisée, de suffisance égoïste et d'isolement qui s'est affirmée principalement dans les tarifs douaniers élevés et dans d'autres nombreuses barrières commerciales, n'est plus guère possible, et même si elle était possible, elle ne serait pas du tout à souhaiter. C'est une méthode qu'il faut abandonner graduellement comme totalement im-

propre aux progrès de notre monde actuel ainsi qu'aux exigences nouvelles de l'interdépendance nationale et économique. Plus particulièrement durant le dernier demi-siècle, non seulement les tarifs protecteurs ont dominé les relations industrielles et commerciales, mais ils ont entravé la marche de la politique. Ces trois dernières années surtout, les droits tarifaires se sont multipliés. Le tarif Hawley-Smoot, de 1930, a élevé les droits alors courants sur 890 articles. La même année il y eut, en Europe, six révisions générales de tarif dans le sens de la hausse, et plus de vingt en Amérique latine. De nouveaux murs tarifaires se sont élevés en France, en Espagne et un peu partout. En 1927 et en 1928, la Nouvelle-Zélande et l'Australie ont entrepris des révisions tarifaires, dans le sens de la hausse principalement. Des pays d'Asie, comme le royaume de Siam, la Chine et la Perse, ont fait de même. A des augmentations de tarif ont succédé des augmentations plus prononcées. Le monde est aujourd'hui divisé en diverses sections tarifaires, en compartiments. L'antagonisme commercial, la guerre commerciale, sont choses universelles. Voici une liste des augmentations exorbitantes qui ont été effectuées depuis quinze ou seize ans:

Augmentation du tarif minimum, 1913-1926	
Pays	Pourcentage
Etats-Unis d'Amérique.	de 10.5 à 40.0
Italie.	de 4.9 à 28.7
Japon.	de 10.8 à 50.6
Yougoslavie.	de 19.5 à 50.3
Chili.	de 23.5 à 87.1
Indes anglaises.	de 3.9 à 20.6
Australie.	de 0.7 à 21.6
Tchécoslovaquie.	de 13.1 à 28.2
Espagne.	de 30.8 à 64.3

Un membre du cabinet canadien actuel affirmait récemment que "la guerre est un commerce"—devait-il dire plutôt "le commerce est une guerre?" Il entendait probablement que les tarifs élevés et les agressions commerciales ont causé un grand nombre de guerres. N'y a-t-il pas beaucoup de vrai dans cette déclaration tombée des lèvres de nos plus éminents hommes d'Etat, que la guerre mondiale a résulté inévitablement de la rivalité commerciale toujours croissante et des restrictions commerciales des quelques dernières décades?

Dans bien des cas les gouvernements ont singulièrement oublié les leçons des changements qui ont fait époque et auxquels je viens de me référer, et n'ont pas voulu s'en laisser pénétrer. Ils ont persisté dans leur sottise politique, dans cette sottise pratique de poursuivre l'isolement des nations et des peuples, et ont ainsi retardé et interrompu leur marché forcée vers la dépendance internationale, vers les progrès sociaux et économiques, vers la coopération mondiale et l'avancement général. Cette